



Cahier  
International

**LIBERTÉ POUR  
LULA**



# LIBERTÉ POUR LULA IMMÉDIATEMENT!

Liberté pour Lula, Lula innocent, Lula prisonnier politique. Ces expressions, répétées tellement souvent, avec une voix déjà rauque, peuvent sembler banales. Elles ne le sont pas. Et non seulement parce que nous parlons d'un homme injustement condamné, sur la base d'accusations sans preuves. Mais aussi parce qu'il s'agit de l'être humain qui incarne le mieux les rêves et les aspirations du peuple brésilien. Des aspirations de justice, de paix, d'égalité, de vraie liberté, de souveraineté. Car Lula n'est-il pas le président qui a mis en place des programmes tels que Bourse familiale (« Bolsa Família »), Faim Zéro (« Fome Zero »), des quotas pour les Noirs et les pauvres, qui, pour la première fois, réduisent l'inégalité de statut et de revenu, des marques honteuses de la société brésilienne ? Et n'est-ce pas Lula qui a défendu nos richesses, matérielles (comme le pré-sel) ou immatérielles (comme la culture et la science), fondement de notre souveraineté, tant méprisée par une grande partie de l'élite brésilienne et, surtout, par les dirigeants actuels ?

Lula emprisonné veut dire le Brésil emprisonné. C'est la société brésilienne privée de la capacité de rêver. Lula emprisonné veut dire la démocratie amputée, la volonté du peuple dépouillée. Lula en liberté ne veut pas seulement dire la justice pour un homme innocent. C'est la restitution de la démocratie au peuple brésilien. C'est la possibilité de dialogue à la place de la haine folle qui domine l'environnement politique, même parmi ceux qui se partagent le pouvoir aujourd'hui.

Liberté pour Lula signifie libérer le rêve et l'espoir des femmes, des Noirs, des Indiens, des jeunes du peuple brésilien, en somme ! Se battre pour la liberté de Lula n'est donc pas un caprice du secteur politique, mais la nécessité d'un Brésil juste, démocratique et souverain. Ce n'est pas une tâche de quelques dirigeants de partis, mais la mission de tous, sans distinction d'appartenance ou de conviction, que nous souhaitons vivre dans un pays d'amour avec ses filles et ses fils, en solidarité avec d'autres nations qui, comme la nôtre, sont confrontées à la lutte pour le développement et résistent contre les pressions extérieures qui cherchent à nous renvoyer à un statut colonial ou semi-colonial duquel nous émergeons avec beaucoup de difficulté.

Nous savons tous qu'il s'agit fondamentalement d'une bataille à mener en interne, par le biais de mobilisations populaires, de débats, d'actions juridiques et politiques. Le succès de cette lutte sera grandement facilité si nous pouvons compter sur la solidarité active de nos camarades et de nos amis, femmes et hommes, brésiliens ou non, qui vivent dans d'autres pays mais qui accompagnent le drame brésilien, conscients que ce n'est pas uniquement l'avenir d'un pays qui est en jeu, et que du destin du Brésil dépend, aussi, dans une certaine mesure, le destin du monde.

Pour la paix, pour la justice, pour la Démocratie : Liberté pour Lula Immédiatement !

**Celso Amorim**

Président du Comité International de Liberté pour Lula  
Ancien Ministre des Affaires Étrangères





# Table des matières

<b>LEIBERTÉ POUR LULA EST LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE ET POUR LES DROITS DU PEUPLE</b>	<b>4</b>
<b>LA PERSÉCUTION JUDICIAIRE CONTRE LULA</b>	<b>6</b>
<b>POURQUOI VEULENT-ILS GARDER LULA CONDAMNÉ ET EMPRISONNÉ ?</b>	<b>7</b>
<b>COMMENT LE CLIMAT A ÉTÉ CRÉÉ POUR JUSTIFIER LA PRISON DE LULA</b>	<b>8</b>
<b>LE CAS DU TRIPLEX DE GUARUJÁ</b>	<b>10</b>
<b>LA PRISON DE LULA</b>	<b>11</b>
<b>LULA ET PETROBRAS</b>	<b>12</b>
<b>LE CAS DE LA MAISON DE CAMPAGNE À ATIBAIA</b>	<b>13</b>
<b>LULA, UN PRISONNIER PAS ORDINAIRE</b>	<b>14</b>
<b>LULA NE SERA MIS EN LIBERTÉ QUE PAR LE BIAIS D'UNE LUTTE DÉMOCRATIQUE AU BRÉSIL ET DANS LE MONDE</b>	<b>15</b>
<b>CHRONOLOGIE DE LA PERSÉCUTION CONTRE LULA</b>	<b>16</b>
<b>LE GOUVERNEMENT BOLSONARO ET LA CRIMINALISATION DES DÉFENSEURS DU PEUPLE</b>	<b>20</b>
<b>LA CAMPAGNE LIBERTÉ POUR LULA ET LA RÉSISTANCE DÉMOCRATIQUE</b>	<b>21</b>
<b>LA MOBILISATION INTERNATIONALE POUR LA DÉFENSE DE LULA</b>	<b>22</b>
<b>LULA CANDIDAT AU PRIX NOBEL DE LA PAIX LA VIGILE DE LIBERTÉ POUR LULA À CURITIBA</b>	<b>26</b>



# LIBERTÉ POUR LULA

## EST LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE ET POUR LES DROITS DU PEUPLE

*IL N'Y AURA DE VRAIE  
DÉMOCRATIE AU BRÉSIL QUE  
LORSQUE LULA AURA UN PROCÈS  
ÉQUITABLE ET POURRA PARLER  
LIBREMENT À NOUVEAU  
AVEC NOTRE PEUPLE.*

**L** Lula est en prison. Une incarcération injuste, illégale, sur la base d'allégations non fondées de la culpabilité de Lula et même de crime dans les affaires où l'ancien président a été jugé.

Les juristes les plus respectés du Brésil et de la communauté internationale contestent la légalité et les procédures arbitraires ayant conduit à sa condamnation et à son emprisonnement. Des personnalités démocratiques du monde entier affirment que Lula est un prisonnier politique.

La campagne LIBERTÉ POUR LULA (« LULA LIVRE ») a commencé par dénoncer l'arbitraire et la farce judiciaire qui ont conduit à son arrestation le 7 avril 2018. Cette campagne mobilise les citoyens au Brésil, dans plusieurs états et dans des centaines de municipalités, et dans plusieurs pays du monde. Elle part d'une base fondamentale : Lula est innocent et ses droits sont violés illégalement, arbitrairement et injustement.



La liberté de Lula va au-delà de la garantie d'un droit du citoyen qui a été le plus grand président du Brésil. Elle se joint à la lutte pour éclaircir le meurtre de la conseillère municipale de Rio de Janeiro, Marielle Franco, et de nombreux autres représentants de la population pauvre, travailleuse, paysanne, noire, LGBT et de tous ceux qui ont été persécutés et discriminés pendant 500 ans d'Histoire. De tous ceux qui parvenaient à conquérir les droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux du peuple brésilien.





L'ancien président  
Lula visite le camp  
Maria da Conceição,  
du MST, à Itatiaiuçu,  
dans le Minas Gerais.  
Intervention sur photo  
de Ricardo Stuckert

Ce cahier, écrit originellement en portugais, a été adapté et traduit pour être publié dans plusieurs pays. Notre intention est de faire connaître la vérité sur le processus de persécution contre Lula à travers le monde, en renforçant la lutte pour la libération immédiate de Lula, une étape nécessaire pour revenir sur la voie de la démocratie et de l'État de droit au Brésil.

Dans les pages suivantes, vous trouverez des détails sur les actions en justice intentées contre Lula et sur l'organisation de la campagne Liberté pour Lula au Brésil et dans le monde.





# LA PERSÉCUTION JUDICIAIRE CONTRE LULA



Défendre la liberté de Lula va bien plus loin que de crier #LibertéPourLula. Nous avons tous la responsabilité de connaître à fond le processus de persécution politique et judiciaire contre Lula. Ce n'est qu'alors que nous disposerons d'arguments fondés pour défendre son innocence et justifier sur la base de faits et de preuves - et pas seulement de condamnations - notre demande de libération immédiate de l'ancien président.

Lula est victime d'un système judiciaire soutenu par une campagne de diffamation de la presse, à commencer par la chaîne de télévision Rede Globo<sup>1</sup>. Les fausses accusations contre lui, sa famille et ses collaborateurs ont fait les gros titres de nos journaux, les couvertures de magazines et des dizaines d'heures de nouvelles à la télévision. Mais sa défense a toujours été négligée, ou alors tout simplement censurée par les ennemis de son gouvernement, un gouvernement qui a fait tellement de choses pour le peuple brésilien.

Nous allons expliquer ici les accusations portées contre Lula, clarifier la vérité des faits et montrer pourquoi il a été accusé faussement et condamné sans preuve.

L'ancien président Lula lors des funérailles de son petit-fils, à São Bernardo.  
Photo: Ricardo Stukert



# Pourquoi veulent-ils garder Lula condamné et emprisonné ?

La persécution contre Lula est politique. Lula fut le meilleur président de l'histoire du Brésil, laissant le gouvernement avec des indices d'approbation incomparables et élisant son successeur. Ne pouvant vaincre Lula aux élections, ses opposants ont travaillé de concert pour le placer au centre d'une grande farce judiciaire.

Tout au long de sa vie, Lula a toujours été un ardent défenseur de la démocratie et de la justice. En tant que président, il a lutté contre les inégalités, a élargi l'accès à l'éducation comme jamais auparavant, a fait du Brésil un pays respecté à l'échelle internationale. Sa façon de gouverner le pays, avec un projet qui a profondément transformé la réalité de notre peuple, a dérangé beaucoup de gens, à l'intérieur et à l'extérieur du Brésil. Au fond, c'est la raison principale de sa persécution. Ses opposants veulent qu'il soit incarcéré et réduit au silence pour mettre en œuvre un projet autoritaire et antipopulaire qui prône retire les droits des travailleurs tout en renforçant les privilèges de l'élite et en vendant notre souveraineté.

La synchronicité parfaite entre les procès et le calendrier électoral montre que Lula a été condamné et emprisonné pour qu'il ne puisse pas être élu pour la troisième fois à la présidence de la République. La première condamnation de Lula en 2017 et sa confirmation par le Tribunal Régional Fédéral de la 4<sup>ème</sup> région, en 2018<sup>1</sup>, est survenue en un temps record, juste à temps pour interdire la candidature de Lula sur la base de l'interprétation donnée par une partie de la STF - la Cour suprême du Brésil<sup>2</sup> - à la Loi du Casier Vierge (« Ficha Limpa »).

Les opposants de Lula savaient qu'avec des élections libres, il serait élu président au premier tour, comme tous les sondages électoraux l'indiquaient à l'époque. L'élection de Lula empêcherait la poursuite des mesures sociales et économiques du gouvernement putschiste de Michel Temer,

le principal mentor du renversement de Dilma Rousseff de la présidence de la République : le retrait des droits du travail, la fin du bien-être public, la remise du pré-sel aux étrangers, la privatisation d'entreprises publiques importantes et stratégiques - telles que le pétrole appartenant à l'État - Petrobras, réduisant les investissements dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la Bourse familiale et de l'agriculture familiale.

Après le coup d'État de 2016, le peuple a rapidement compris que le gouvernement illégitime se retournait contre les travailleurs, les pauvres, les habitants du Nord-Est, les habitants de la périphérie, les femmes, les Noirs et les autochtones, bref, tous ceux qui ont été persécutés et oubliés pendant 500 ans. Et la société a compris que c'était un gouvernement disposé à transmettre la richesse naturelle et la souveraineté nationale aux mains des étrangers et de leurs représentants dans le pays. Dans une élection libre, Lula deviendrait président pour sauver le pays de tout cela.

La plus grande preuve que la persécution judiciaire contre Lula était de nature politique fut le choix de Sérgio Moro comme ministre de la Justice de Bolsonaro. C'est lui qui a commandé la farce judiciaire, avec la complicité du procureur fédéral Deltan Dallagnol, de la police fédérale de Curitiba et du tribunal régional fédéral de Porto Alegre, pour condamner et arrêter Lula en un temps record. Pour avoir contribué de manière décisive à faire sortir Lula des élections, Moro a reçu comme récompense le ministère de la Justice, pour lequel il a invité ses alliés de l'opération « Lava Jato ». Contrairement à ses manifestations léonines contre Lula, il se comporte avec complaisance devant les lourdes accusations de détournement de fonds, de corruption et de complicité avec les milices qui atteignent Bolsonaro et sa famille.

## MORO : JUGE OU INQUISITEUR ?

Le juge de première instance, Sérgio Moro est devenu ministre de Bolsonaro, le principal bénéficiaire de la prison de Lula. D'autres faits montrent que Moro a agi sans impartialité dans l'affaire Lula:

- Dans tout pays civilisé, un juge ne peut pas être en même temps celui qui coordonne les enquêtes et qui juge l'affaire. Le juge Sérgio Moro était à la tête du groupe de travail pour l'enquête de Lava Jato et a jugé les accusés, y compris Lula.

- Le 4 mars 2016, Moro a déterminé la conduite coercitive illégale de Lula, qui s'est toujours disposé à collaborer avec la justice ; cases.

- Le cabinet d'avocats chargé de la défense de l'ancien président a été illégalement mis sous écoute téléphonique, ce qui constitue un crime, car ceci viole la confidentialité de la communication des avocats avec leurs clients ;

- Moro a intercepté des appels entre Lula et la Présidente de la République de l'époque, Dilma Rousseff, un acte qui en lui-même est un crime.

En outre, il a diffusé l'audio à la presse pour empêcher Lula d'être nommé ministre de Dilma ;

- Moro s'est déclaré favorable aux manifestations ayant pour objet central le coup d'État pratiqué contre la Présidente Dilma Rousseff, montrant ainsi qu'il a une partialité politique ;

- Moro était en contact avec la direction de la campagne de Bolsonaro pendant les élections, une période pendant laquelle il était toujours le juge responsable des procédures contre Lula.

<sup>1</sup> Rede Globo est la plus grande chaîne de télévision au Brésil. Un sondage mené par le Laboratoire d'études des médias et de l'espace public (LEMEP) de l'Université d'État de Rio de Janeiro montre que « Jornal Nacional », le principal journal télévisé de Globo, a consacré 13 heures de couverture négative à Lula et seulement 4 heures de couverture impartiale. Cette étude a été présentée à l'ONU par la défense de l'ancien président Lula.

<sup>2</sup> Première cour d'appel à analyser l'affaire après le juge de première instance, dans l'affaire, Sérgio Moro.

<sup>3</sup> Loi approuvée en 2010, après une forte mobilisation sociale, qui empêche les citoyens condamnés par des organes collégiaux, tels que le Tribunal régional fédéral, pour des infractions de corruption et autres infractions similaires, de postuler à des postes éligibles. Cette loi a été promulguée par Lula alors qu'il était encore Président de la République.





# COMMENT LE CLIMAT A ÉTÉ POUR JUST PRISON



L'ancien président Lula reçoit la présidente de l'époque, Dilma, lors de sa visite à São Bernardo. Intervention sur photo de Ricardo Stuckert



# É CRÉÉ TIFIER LA DE LULA

Il est important de comprendre que l'arrestation de Lula est basée sur la construction de l'image d'un ennemi devant l'opinion publique. Les fuites constantes d'informations sur les procédures judiciaires contre Lula révèlent la relation obscure entre le groupe de travail de Lava Jato et la presse hégémonique. Souvent, la presse était au courant de certaines procédures judiciaires avant même que la défense de l'accusé en soit informée, ce qui est inacceptable dans un état de droit démocratique.

Cette relation de promiscuité entre Lava Jato et la presse est le sujet de l'article publié par Moro sur l'opération italienne « Mains Propres » en 2004. Il préconise que la presse donne une large publicité aux actions anti-corruption, ce qui, selon lui, renforce les enquêtes. En pratique, ce qui s'est passé avec Lula est que la fuite sélective d'informations émanant de membres du parquet fédéral, de la police fédérale et de Moro lui-même, a abouti à une condamnation publique avant toute décision judiciaire.

Ceci viole le droit prévu par la Cons-

titution fédérale de présomption d'innocence, ce qui signifie que personne n'est reconnu coupable d'un crime avant une condamnation motivée. Ces dernières années, les médias - armées d'informations faussées et décontextualisées fournies par Lava Jato - ont consacré des centaines d'heures, des titres et des couvertures de magazines à la création d'une image criminelle de Lula avant tout jugement condamnatore. En conséquence, la persécution contre Lula a fait en sorte qu'il soit condamné par la presse avant même d'être jugé par les instances judiciaires (qui avaient à l'avance l'objectif politique de le condamner sans preuve).

Le juge Moro et le parquet fédéral de Lava Jato démontrent une évidente partialité dans les enquêtes et les jugements relatifs à Lula. La conduite coercitive de Lula lors de son témoignage en mars 2016 - durement critiquée par des juristes renommés, y compris des ministres du STF - est l'un des nombreux exemples qui prouvent que Moro a agi en tant que persécuteur et non en tant que juge impartial.

Les avocats de Lula ont utilisé un terme anglais pour décrire cette persécution contre Lula : Lawfare, qui peut être traduit par « guerre judiciaire ». Ce concept représente l'utilisation abusive de ressources juridiques pour persécuter politiquement des citoyens, des mouvements ou des organisations. Les dizaines de procédures engagées contre Lula, la relativisation de ses droits et l'utilisation de la presse comme assistante aux poursuites montrent que Lula est victime de cette « guerre judiciaire ».



La mise en spectacle de la justice : dans le but de construire l'image de Lula comme étant un criminel, les procès intentés contre l'ancien président ont pris une allure cinématographique. Sa conduite coercitive pour témoigner au sujet de la procédure du triplex a eu un dispositif de sécurité clairement disproportionné. La plainte déposée par le parquet fédéral contre Lula est devenue un symbole de cette mise en spectacle : le procureur fédéral Deltan Dellagnol a convoqué la presse et a déposé plainte en utilisant un fichier Power Point qui est devenu une source de critiques et de blagues, étant donné son manichéisme et sa superficialité.



# Le cas du triplex à la ville de Guarujá

La première condamnation de Lula avait pour objet principal un appartement en triplex, situé dans la ville de Guarujá, sur la côte de São Paulo. Selon l'acte d'accusation, Lula aurait reçu cet appartement de l'entreprise de construction OAS afin de le récompenser du fait d'avoir bénéficié la société pendant son mandat de Président de la République. Lula n'a jamais possédé cet appartement et ne s'en est jamais servi.

En 2005, l'épouse de Lula, Marisa Leticia, a acquis une part d'un projet immobilier lancé par la BANCOOP (coopérative d'habitations de banques de São Paulo) à Guarujá. Ils versaient un acompte mensuel à la coopérative et à la fin du projet ils auraient droit à un appartement standard.

En 2009, BANCOOP a transféré le projet à OAS, qui a poursuivi les travaux. En 2013, Léo Pinheiro, alors président de l'OAS, a invité Lula et Dona Marisa à visiter l'un des appartements de l'immeuble, un triplex. Le couple s'est rendu dans l'appartement pour évaluer l'achat - la seule fois où Lula a mis les pieds sur la propriété - mais il ne l'a jamais utilisé et n'a montré aucun intérêt à l'acquérir.

Pourtant, Lula a été déclaré coupable et condamné par Moro à 9 ans et 6 mois de prison. Le principal fondement de la condamnation fut le témoignage de Léo Pinheiro, accordé dans le cadre d'un accord avec la Justice. Il convient de rappeler que le témoignage initial de Léo Pinheiro ne mentionnait aucun avantage pour Lula, mais n'avait pas été accepté par le parquet fédéral. Ce n'est qu'après un emprisonnement de près de deux ans et d'une peine de plus de 26 ans d'emprisonnement que Léo Pinheiro a changé sa version. En échange, il a été placé dans un régime semi-ouvert, avec une peine réduite à trois ans et demi.

La décision a de graves défauts : elle ne détermine pas ce que Lula aurait fait en faveur de l'OAS en tant que président de la République, ce qui justifierait de recevoir l'appartement comme un avantage illégal - un appartement qui, nous le répétons, ne lui a jamais appartenu. Moro se borne à dire que Lula a pratiqué « des actes indéterminés ». Cela ne lie pas non plus les avantages allégués de Lula dans le cadre système de pots-de-vin d'OAS dans les contrats de Petrobras - il n'y a donc aucune raison pour que Lula soit jugé par Moro, qui est le juge chargé de juger les affaires de corruption impliquant Petrobras.

L'appel de Lula devant le Tribunal régional fédéral a été jugé en un temps record, et sa peine a été extrêmement sévère, portée à 12 ans et un mois d'emprisonnement (si la peine était inférieure à 12 ans, la culpabilité serait prescrite et Lula serait libéré). L'extraordinaire agilité du procès, enregistrée par la grande presse, témoigne également du traitement différencié réservé à Lula. Dans ce cas, il est évident que sa condamnation en deuxième instance a été accélérée pour avoir lieu avant les élections de 2018. La condamnation de Lula a de nouveau été confirmée par la STJ - Cour supérieure de justice. Sa peine, cependant, a été réduite à 8 ans et 10 mois de prison.

IL Y A QUELQUE CHOSE QUI CLOCHE : Le 25 avril 2019, la Justice de São Paulo a parfaitement démontré que la condamnation de Lula était absolument illégitime, en déterminant que OAS devrait rembourser le montant payé par Dona Marisa pour l'appartement qui en fait ne lui a jamais appartenu. Comment, alors, cet appartement serait-il l'objet de pots-de-vin si le tribunal lui-même admet qu'il était payé par Dona Marisa, avant le désistement de l'achat ?



## LA PRISON DE LULA



La Constitution fédérale dispose que nul ne peut être considéré coupable jusqu'à ce qu'il soit condamné par une décision de justice passée en force de chose jugée. Cela signifie que, tant qu'il existe des recours appropriés, le défendeur continue d'être considéré comme innocent et, en tant que tel, il peut faire appel de la décision en liberté, ce qui est confirmé par le Code de procédure pénale brésilien.

C'est le cas de Lula et, pour faire respecter ce droit, ses avocats ont demandé un habeas corpus à la Cour suprême fédérale, afin qu'il puisse faire appel de sa condamnation en liberté.

Par un score serré - 6 à 5 - a prévalu la thèse selon laquelle l'arrestation pouvait être exécutée après la condamnation en deuxième instance et que, par conséquent, Lula pouvait être incarcéré. Ce qui a le plus attiré l'attention sur ce résultat, toutefois, fut la position de l'un des ministres de la STF, qui est allé jusqu'à

dire pendant le procès qu'il estimait que l'arrestation ne pourrait avoir lieu que lorsque la peine serait devenue définitive, mais qu'il voterait contre sa propre opinion afin de respecter une décision antérieure de la Cour dans un autre habeas corpus.

Le plus gros problème est que cette question était déjà en discussion au sein de la STF dans deux actions, appelées Actions déclaratoires en matière de constitutionnalité. Dans ces actions, la position de la majorité des ministres qui avaient déjà voté était que l'arrestation ne pouvait avoir lieu qu'après le prononcé de la dernière décision - une position favorable à Lula. Le retard pris pour terminer le jugement de ces actions a conduit à un résultat défavorable pour l'ancien président, qui a vu sa peine confirmée par la STJ avant que la STF ne finalise le jugement qui pourrait aboutir à la libération de Lula, ce qui attire l'attention.

L'ancien président Lula lors d'un évènement politique à Ouricuri, dans le Pernambuco.

Photo : Ricardo Stuckert



L'un des instruments les plus fréquemment utilisés dans la procédure de persécution contre Lula est la négociation de plaidoyer, une sorte d'accord conclu devant un tribunal permettant aux accusés reconnus coupables de dénoncer les personnes impliquées dans les crimes, en échange d'une réduction de leur peine. La plupart des accusations contre Lula sont fondées sur des allégations, c'est-à-dire sur la parole de criminels reconnus, qui créent des accusations contre Lula dans le but de bénéficier de cet accord. L'instrument, qui est devenu une loi sous l'administration Lula, peut être utile pour lutter contre la criminalité, mais il ne peut pas être utilisé sans discrimination - il doit être corroboré par d'autres éléments de preuve, ce qui n'a pas eu lieu dans le cas de Lula.



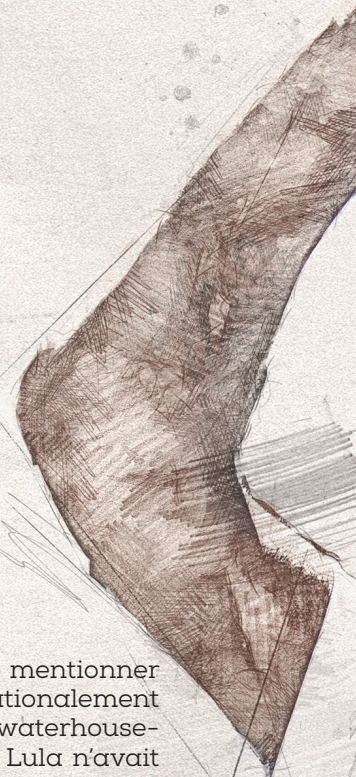
# LULA ET PETROBRAS

Sans pouvoir trouver aucun acte illégitime de Lula, en tant que Président de la République, qui aurait bénéficié les entreprises de construction accusées d'avoir mis en place un système de corruption impliquant des contrats avec Petrobras, Lava Jato et le juge Moro ont fait appel à un récit absurde et mensonger. Lula, en tant que Président, était responsable de la signature des nominations des administrateurs de Petrobras et devait donc être au courant de la structure criminelle dans laquelle certains de ces administrateurs étaient impliqués.

La vérité est que le Président de la République est responsable de la nomination de milliers de postes au sein du gouvernement fédéral et des entreprises d'État. Les nominations aux postes sont faites par les partis politiques et sont approuvées - avant d'arriver au Cabinet du Président - par plusieurs organismes de contrôle. Aucune de ces instances n'a identifié des irrégularités dans les nominations de Petrobras. Il est donc absurde de croire que Lula était au courant du comportement illégal des administrateurs en cause.

Il convient également de rappeler que les administrateurs impliqués dans les affaires de corruption sur lesquelles Lava Jato avait enquêté travaillaient déjà dans la société depuis des années en tant qu'employés de carrière et que certains avaient déjà siégé au conseil d'administration de gouvernements précédents à Lula, sans que leur conduite soit mise en cause.

À ce sujet, il convient de mentionner que deux audits internationalement reconnus - KPMG et PricewaterhouseCoopers - ont prouvé que Lula n'avait aucun lien avec les actes illégaux commis par les administrateurs impliqués dans l'affaire de corruption à Petrobras. Ces audits ont simplement été rejetés par Moro et Hardt comme preuve de l'innocence de Lula.







## LE CAS DE LA MAISON DE CAMPAGNE À ATIBAIA

La deuxième condamnation de Lula concerne une rénovation d'une maison de campagne située dans la ville d'Atibaia, dans l'État de São Paulo. Encore une fois, l'accusation est que la rénovation de la maison de campagne, payée par les entreprises Odebrecht et OAS, constituerait une rétribution à Lula pour les avantages qu'il aurait accordés à ces sociétés de construction lorsqu'il était président de la République. Encore une fois, Lula a été condamné sans qu'il y ait une indication de quels actes il aurait accompli, en tant que président de la République, pour bénéficier les sociétés de construction. Rien ne prouve non plus que Lula ait demandé des faveurs à ces sociétés de construction. La vérité est que Lula n'a jamais été le propriétaire de la maison de campagne. Oui, il fréquentait l'endroit, mais les propriétaires étaient des amis de longue date.

Cette fois, la juge Gabriela Hardt, qui a remplacé le juge Moro lorsqu'il est devenu ministre de la Justice, a signé la décision. Hardt a simplement copié des portions entières de la peine de Moro dans l'affaire de l'appartement de Guarujá pour condamner Lula à 12 ans et 11 mois de prison. Ceci démontre la prédisposition de la juge à condamner Lula, mettant à nouveau en doute l'impartialité de ceux qui jugent l'ancien président.

Militant à la Veillée de la Liberté pour Lula, à Curitiba. Intervention sur photo de Ricardo Stuckert



# LULA, UN PRISONNIER PAS ORDINAIRE

DEPUIS QU'IL A ÉTÉ INCARCÉRÉ, LULA A REÇU UN TRAITEMENT QUI RENFORCE LE CARACTÈRE POLITIQUE DE SON ARRESTATION. CERTAINS ÉPISODES DÉMONTRENT CLAIREMENT CE FAIT :

- Le 6 juillet 2018, Lula a obtenu un habeas corpus, accordé par le juge de service de la cour d'appel TRF 4. La police fédérale a refusé de se conformer à la décision du juge et a maintenu Lula en prison jusqu'à ce que cette décision soit annulée par le président du tribunal. Dans cette affaire, le juge Sérgio Moro a rendu une décision absurde, décidant que Lula resterait en prison. Absurde parce que ce n'était même pas à lui de se manifester sur ce sujet, puisqu'il n'est pas le juge responsable de l'exécution de la peine de Lula. Et aussi parce qu'un juge de première instance ne peut pas contredire une décision d'un organisme supérieur. Une fois encore, il est évident que Moro agit en tant que persécuteur et non en tant que juge.

- Au cours de la période électorale, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a accordé à Lula une décision qui reconnaissait son droit de se porter candidat à la présidence de la République. Dans cette décision, les Nations Unies ont obligé l'État brésilien à lui permettre de pratiquer tous les actes en tant que candidat, jusqu'à ce qu'une décision judiciaire l'empêche de participer à la course présidentielle. Là encore, une décision favorable à Lula a été violée par l'État brésilien.

- En octobre 2018, pendant toute la période électorale au Brésil, le ministre de la cour suprême fédérale Ricardo Lewandowski, a autorisé un journaliste de Folha de São Paulo à interviewer Lula en prison. La police fédérale a de nouveau refusé de se conformer à une ordonnance du tribunal, attendant que cette ordonnance soit révoquée



L'acteur Danny Glover rend visite à la Veillée de la Liberté pour Lula à Curitiba.  
Photo : Ricardo Stuckert



par une nouvelle décision, cette fois prise par le président de la STF, Dias Toffoli. Il convient de rappeler que de nombreux prisonniers ont déjà été interviewés à l'intérieur de la prison. Pourquoi, alors, Lula ne pourrait pas accorder un entretien ? Confirmant la motivation politique de la persécution contre Lula, les entretiens interdits pendant la période électorale ont ensuite été autorisés.

- Le 29 janvier 2019, Vavá, le frère aîné de Lula, est décédé. Conformément à la loi sur les exécutions pénales, tous les prisonniers ont le droit de quitter temporairement la prison pour assister aux funérailles et à l'enterrement de leurs proches. Ce droit a été refusé à Lula par le juge chargé de l'exécution de sa peine. Ce n'est que lorsque les funérailles de Vavá avaient déjà eu lieu qu'une décision favorable à Lula a été rendue par le président de la Cour suprême fédérale. La décision, cependant, en plus d'être retardée, ne permettait pas à Lula de se rendre aux funérailles, mais par contre que le corps de son frère, au cas où la famille le souhaiterait, fut transporté dans une zone militaire pour que Lula lui fasse ses adieux. Dans cette affaire, le parquet fédéral, en se manifestant contre la visite de Lula aux funérailles de son frère, écrit en toutes lettres que Lula « n'est pas un prisonnier ordinaire ».



## LULA NE SERA MIS EN LIBERTÉ QUE PAR LE BIAIS D'UNE LUTTE DÉMOCRATIQUE AU BRÉSIL ET DANS LE MONDE

Le « lawfare », la poursuite judiciaire de Lula, reste forte dans les médias, devant les juridictions supérieures, et est renforcée par la victoire électorale de Bolsonaro et la nomination du juge en chef de Lava Jato, Sergio Moro, comme son Ministre de la justice et de la sécurité publique.

Les condamnations prononcées à l'encontre de Lula dans les affaires déjà jugées, ainsi que l'action de la police et du parquet dans d'autres enquêtes et procédures en cours sont également déterminées de façon importante par la force de l'opinion publique. Un changement dans la corrélation des forces dans la société est fondamental pour que le pouvoir judiciaire rende justice à Lula et au peuple brésilien. Alors, faisons notre part. Solidarité avec Lula, avec toute personne victime d'injustices et de persécutions, avec la lutte du peuple pour la démocratie, pour la souveraineté nationale et les droits. La solidarité internationale avec Lula est extrêmement importante. Le blocage médiatique qui lui est imposé, ainsi qu'à sa défense, empêche que sa version de l'histoire puisse atteindre des millions de Brésiliens et de Brésiliennes. Il est donc fondamental d'amplifier les répercussions internationales de cette affaire d'injustice et d'illégalité afin que davantage de gens sachent que Lula est un otage de l'État brésilien, désormais sous le commandement d'hommes cruels, qui défendent la dictature militaire, la torture et la détention illimitée d'armes à feu, la peine de mort. Le monde entier a besoin de savoir que Lula n'est emprisonné que pour permettre à Bolsonaro et à son équipe d'implanter plus facilement au Brésil un régime autoritaire qui supprime les droits de la population et facilite la déprédation de notre patrimoine naturel - l'Amazonie, notre faune et notre flore -, qui vend la richesse minérale de notre pays à un prix dérisoire.

Le Brésil a besoin de l'attention et de la mobilisation du monde entier pour nous empêcher de retourner dans l'ombre, pour empêcher que davantage de Brésiliens et de Brésiliennes soient assassinés par leurs dirigeants, précisément ceux qui seraient censés défendre la vie de leur peuple.

Notre patrimoine naturel, d'une importance fondamentale pour l'équilibre climatique mondial, est également complètement menacé. Le gouvernement Bolsonaro, en plus d'assouplir les règles relatives à l'exploitation de l'Amazonie - ce qui entraîne déjà une forte augmentation du taux de déforestation - a permis l'utilisation de plus de 160 produits agrochimiques nuisibles à la santé et à l'environnement. Avec Lula emprisonné, le Brésil et le monde risquent des dommages irréparables.



# CHRONOLOGIE DE LA PERSÉCUTION CONTRE LULA

**Janvier 2011:** Lula transmet le poste de Président de la République avec le taux d'approbation le plus élevé de l'histoire. Dans les années suivantes, il voyage dans le monde entier pour partager ses connaissances et ses expériences. Là où il est passé, il a été reçu avec les honneurs d'un chef d'État.

**Mars 2014:** Début de l'opération Lava Jato

**Octobre 2014:** Dilma est réélue Présidente de la République après des résultats serrés dans les élections. Son deuxième mandat est systématiquement saboté par l'opposition.

**Le 14 novembre:** La 7ème phase de l'opération Lava Jato arrête les présidents de grandes sociétés de construction (OAS, UTC et Camargo Correa), accusés d'appartenir au cartel qui a surfacturé les contrats avec Petrobras, en partenariat avec leurs

**Février 2016:** La Cour suprême fédérale modifie sa compréhension sur la possibilité d'une exécution anticipée de la peine. Avec la décision de la Cour, les accusés condamnés en deuxième instance ne pourront pas rester en liberté après avoir déposé un appel.

**Mars 2016:** 4 - Lula est conduit de force pour déposer à propos de l'opération Lava Jato. La conduite coercitive de Lula est largement critiquée par la classe juridique, puisque Lula a toujours été disposé à collaborer aux enquêtes.

9 - Lula est dénoncé par le parquet de São Paulo dans le cas du triplex à Guarujá, qui n'a jamais été en son nom et qui n'a jamais été utilisé par lui ou par sa famille. La plainte est critiquée et devient même le sujet de blagues en raison de son incohérence.

16 - Lula est nommé ministre de la Maison civile. Sa nomination a été révoquée sans disposition légale. Moro divulgue illégalement des enregistrements de dialogues entre Lula et la Présidente, se faisant réprimander pour son acte.



**Septembre 2016:** Antonio Palocci, ancien ministre de Lula et de Dilma, est arrêté sous l'accusation d'avoir agi en bénéfice d'Odebrecht.

**Février 2017:** Mort de Dona Marisa Leticia.

**Avril 2017:** Léo Pinheiro change la version à propos de l'affaire Triplex, en impliquant Lula. Il remplace aussi ses avocats et tente de conclure une négociation de plaidoyer, avec la nouvelle version de l'histoire.

**Mai 2017:** Dans une décision totalement infondée, le juge Ricardo Leite décide de la fermeture de l'Institut Lula. La décision du juge a été prise d'office, c'est-à-dire sans que le procureur général ne le demande.





**Juin 2015:** La 14<sup>ème</sup> phase de Lava Jato arrête les présidents d'Odebrecht et Andrade Gutierrez. Marcelo Odebrecht est accusé de diriger le « cartel des sociétés de construction ».

**Novembre 2015:** Dona Marisa, épouse de Lula, renonce officiellement à l'achat du triplex de Guarujá.

**Décembre 2015:** Le député fédéral Eduardo Cunha, président de la Chambre des Députés, accepte l'ouverture d'une procédure de destitution contre la Présidente Dilma, en représailles du refus des députés du PT de voter contre l'ouverture d'un dossier éthique à son encontre, malgré de nombreuses dénonciations, des comptes bancaires à l'étranger, etc.

**Janvier 2016:** La 22<sup>e</sup> phase de l'opération Lava Jato Phase enquête sur un triplex à Guarujá, qui n'a jamais appartenu à Lula e n'a jamais été utilisé par lui.

**Avril 2016:** La Chambre des députés accepte l'ouverture de la procédure de destitution et Dilma est démise de ses fonctions.

**Juin 2016:** Léo Pinheiro tente de conclure une négociation de plaider avec le parquet, mais les négociations sont interrompues après que le témoignage de l'homme d'affaires a montré l'innocence de Lula.

**Juillet 2016:** La défense de Lula présente au Comité des droits de l'homme des preuves de la persécution judiciaire contre Lula.

**Août 2016:** Dilma est destituée de son poste par un coup d'État.



Réunion nationale du mouvement Liberté pour Lula, à São Paulo. Photo : Ricardo Stuckert

L'opération Lava Jato à Paraná déposé une nouvelle plainte contre Lula dans l'affaire de la maison de campagne d'Atibaia.

**Juillet 2017:** Sans preuves, le juge Sérgio Moro condamne Lula à 9 ans de prison pour crimes de corruption passive et de blanchiment d'argent dans l'affaire du triplex de Guarujá.

**Décembre 2017:** Lula a une montée en flèche dans les sondages électoraux et atteint 45% des intentions de vote.







### Janvier 2018:

La Cour TRF-4 confirme la déclaration de culpabilité de Lula et augmente la peine d'emprisonnement de 12 ans et 1 mois afin d'empêcher la prescription de la peine. L'appel a été jugé en un temps record.

Le passeport de Lula est saisi la veille de son voyage en Éthiopie, où il participerait à une réunion de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

### Mars 2018:

La cour TRF4 rejette la plainte pénale de l'ancien président Lula contre le juge Sérgio Moro

La caravane Lula pour le Brésil est atteinte de plusieurs coups d'arme à feu, à Rio Grande do Sul.

### Avril 2018:

La Cour suprême fédérale rejette l'habeas corpus de Lula par 6 votes à 5. La défense allègue l'inconstitutionnalité de l'exécution de la peine avant la condamnation par une décision de justice passée en force de chose jugée. Le 7 avril, Lula se rend volontairement à la police fédérale après avoir assisté à la messe en mémoire de Dona Marisa, décédée un an auparavant.

**Juillet 2018:** Le juge Ricardo Leite acquitte Lula dans une plainte pour entrave à l'exercice de la justice, basée sur une dénonciation sans preuve de l'ancien sénateur Delcídio do Amaral.

Le juge d'appel Rogério Favreto, du TRF-4, accorde un habeas corpus au président Lula. La police fédérale refuse de se conformer à l'ordonnance du tribunal. Une guerre de décisions - y compris avec l'ingérence illégale de Moro - se poursuit jusqu'à la cassation du HC par le président de la TRF-4.



Bibliothèque : CSBH/  
FPA. Auteur : Vera Jursys

### Août 2018:

La candidature de Lula est enregistrée auprès du Tribunal supérieur électoral (TSE). L'ONU détermine que Lula peut être candidat sur la base du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont le Brésil est signataire depuis les années 1980. Le TSE rejette la candidature de Lula, ignorant la décision de l'ONU.

### Octobre 2018:

Sans Lula dans la compétition électorale, Bolsonaro remporte les élections au second tour, étant élu le président de la République.

### Novembre 2018:


Moro, le juge qui a condamné Lula, accepte d'être le ministre de la Justice de Bolsonaro, le plus grand bénéficiaire de la prison de Lula. Il semblerait que Moro et l'équipe de Bolsonaro se soient rencontrés pendant la campagne électorale, période pendant laquelle Moro présidait toujours aux actions contre Lula.

### Février 2019:

Lula est condamné sans preuve dans l'affaire de la maison de campagne d'Atibaia.

**Avril 2019:** La justice de São Paulo détermine que l'OAS restitue à la famille de Lula le montant des acomptes versés par Dona Marisa - l'épouse décédée de Lula, pour l'appartement de Guarujá, qui ne lui a vraiment appartenu.





Lula remercie le peuple pour sa solidarité lors d'un acte public à l'Esquina Democrática (le coin démocratique) de Porto Alegre.  
Photo : Ricardo Stuckert



# LE GOUVERNEMENT BOLSONARO ET LA CRIMINALISATION DES DÉFENSEURS DU PEUPLE

L'interdiction de Lula et la fraude électorale lors de l'élection présidentielle de 2018 ont marqué la nature du nouveau gouvernement. Le gouvernement Bolsonaro repose sur trois piliers qui lui assurent le besoin d'approfondir les caractéristiques d'exception déjà vérifiées pendant la période Temer et l'utilisation d'instruments de guerre culturelle à travers la diffusion et la promotion de valeurs rétrogrades et antihumanistes. Le programme ultralibéral de diminution de l'État brésilien en faveur du grand capital financier international, avec ses programmes de privatisation, d'ajustement fiscal et de révocation des politiques publiques et des droits sociaux de la population; la subordination géopolitique de l'État brésilien aux intérêts du capital financier international et des grandes sociétés transnationales et nos relations et alliances avec d'autres pays du continent, l'hémisphère sud et les BRICS ; et la régression des acquis de la civilisation et des droits de larges secteurs de la classe ouvrière, des populations noires et indigènes, de la jeunesse, de la communauté LG-

BTI + et des femmes.

Ce programme radicalement impopulaire demande le renforcement d'un État autoritaire, avec une tutelle militaire croissante dans le nouveau gouvernement, ainsi que la transformation du discours anti-corruption et du crime organisé en actions législatives et gouvernementales renforçant la capacité répressive de l'État brésilien. C'est le sens le plus profond de l'alliance établie entre l'Opération Lava Jato, des segments des forces armées et le pouvoir exécutif pour gérer la criminalisation de la politique, des mouvements sociaux et du peuple brésilien.

Moro et les ministres militaires du palais de Planalto dirigent une coalition qui fera tout pour que Lula reste prisonnier politique pendant une période indéterminée. Pour empêcher que son leadership puisse fortifier la résistance démocratique ; pour rappeler à tous que le bras répressif de l'État autoritaire a atteint la plus forte expression nationale et internationale de la lutte du peuple brésilien, et peut donc atteindre quiconque puisse s'opposer à ses diktats.







## LA CAMPAGNE LIBERTÉ POUR LULA ET LA RÉSISTANCE DÉMOCRATIQUE

L'ancien président Lula aux funérailles de son épouse, Marisa Lefícia, au Syndicat des Métallurgistes de l'ABC, à São Bernardo.  
Photo : Ricardo Stuckert

La campagne Liberté pour Lula est une campagne qui rejoint la lutte pour la démocratie, pour les droits du peuple et pour la souveraineté nationale à l'ère actuelle de l'histoire du Brésil.

Elle n'est pas exclusive à une personne traitée injustement, à son parti, ou à ses sympathisants. C'est l'expression d'une vaste lutte pour la justice pour le peuple brésilien, pour ses défenseurs et aussi pour Lula.

La campagne Lula va au-delà du cadre partisan. Elle est ouverte à la participation de toutes les personnes de bonne volonté désireuses de faire respecter les droits de Lula et de tout autre citoyen injustement persécuté, accusé et condamné.

La campagne Lula implique des secteurs organisés de la société, tels que les partis politiques, les mouvements sociaux, les associations et les organisations de la société civile, tels que des personnalités du monde de la culture, des religions, l'Académie, des militants et des activistes, des personnes du peu-

ple qui reconnaissent l'innocence de Lula et la défense des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux de la population brésilienne dans son ensemble.

Le Comité national de Liberté pour Lula promeut au Brésil le plus large éventail d'activités en faveur de la lutte pour la liberté de Lula et de la solidarité avec les luttes du peuple brésilien pour la démocratie, la justice sociale, la souveraineté nationale et les droits. Il est composé de plus de 80 organisations nationales et de personnalités issues des domaines les plus divers - partis politiques, mouvements sociaux, syndicats, intellectuels, religieux, artistes, entre autres.

Dans les États, les municipalités, les quartiers, les lieux de travail et de militantisme, il existe également des initiatives en faveur de Lula, des comités populaires et des groupes de solidarité, en présence et virtuels, avec un fort dynamisme.



# LA MOBILISATION INTERNATIONALE

## POUR LA DÉFENSE DE LULA

Le Comité international Liberté pour Lula, présidé par l'ancien ministre des Affaires étrangères de Lula, le ministre Celso Amorim, promeut des initiatives dans plusieurs pays du monde et des actions mondiales d'appui à Lula et à la lutte pour sa liberté, telles que la Journée mondiale Liberté pour Lula, la campagne pour l'attribution du prix Nobel de la Paix à Lula, la défense de Lula auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et d'autres institutions internationales. Il a été créé lors du Forum social mondial 2018 à Salvador.

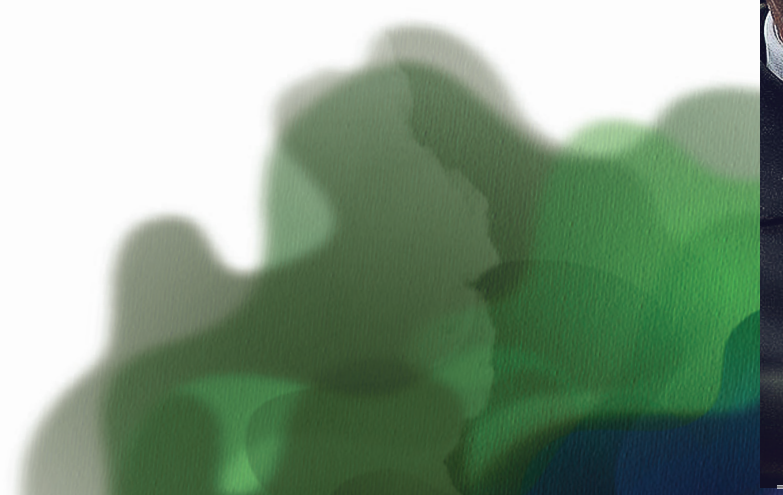
Des dizaines de comités sont également organisés dans plusieurs pays du monde, à l'initiative de Brésiliens et d'étrangers qui croient en l'innocence de Lula et défendent sa libération immédiate. Pendant la période au cours de laquelle Lula a été illégalement poursuivi et injustement emprisonné, des centaines d'actes ont été organisés devant les ambassades brésiliennes, les organisations multilatérales, entre autres espaces symboliques.

Lula a également reçu la solidarité de plus d'une centaine de personnalités, d'académiciens, d'artistes, de syndicalistes et de politiciens inter-

nationaux. Il a été honoré lors d'événements politiques et a reçu des prix pour son travail dans la défense des droits de l'homme, la consolidation de la paix et la lutte contre la pauvreté. Parmi ceux qui ont manifesté leur soutien à Lula figurent : Evo Morales, Pepe Mujica, Massimo Dalema, Jean Luc Mélenchon, Noam Chomsky, Bernie Sanders, José Sócrates, François Hollande, José Luis Zapatero, Ernesto Sanper, John Kufuor, Roger Waters, Mia Couto, parmi tant d'autres femmes et hommes.

En un an de prison, d'anciens chefs d'État, des religieux, des artistes, des politiciens et d'autres personnalités d'expression mondiale ont rendu visite à Lula, ce qui montre que, même avec la vaste campagne contre son image, Lula continue d'être admiré et respecté des plus grands leaders mondiaux de son temps.

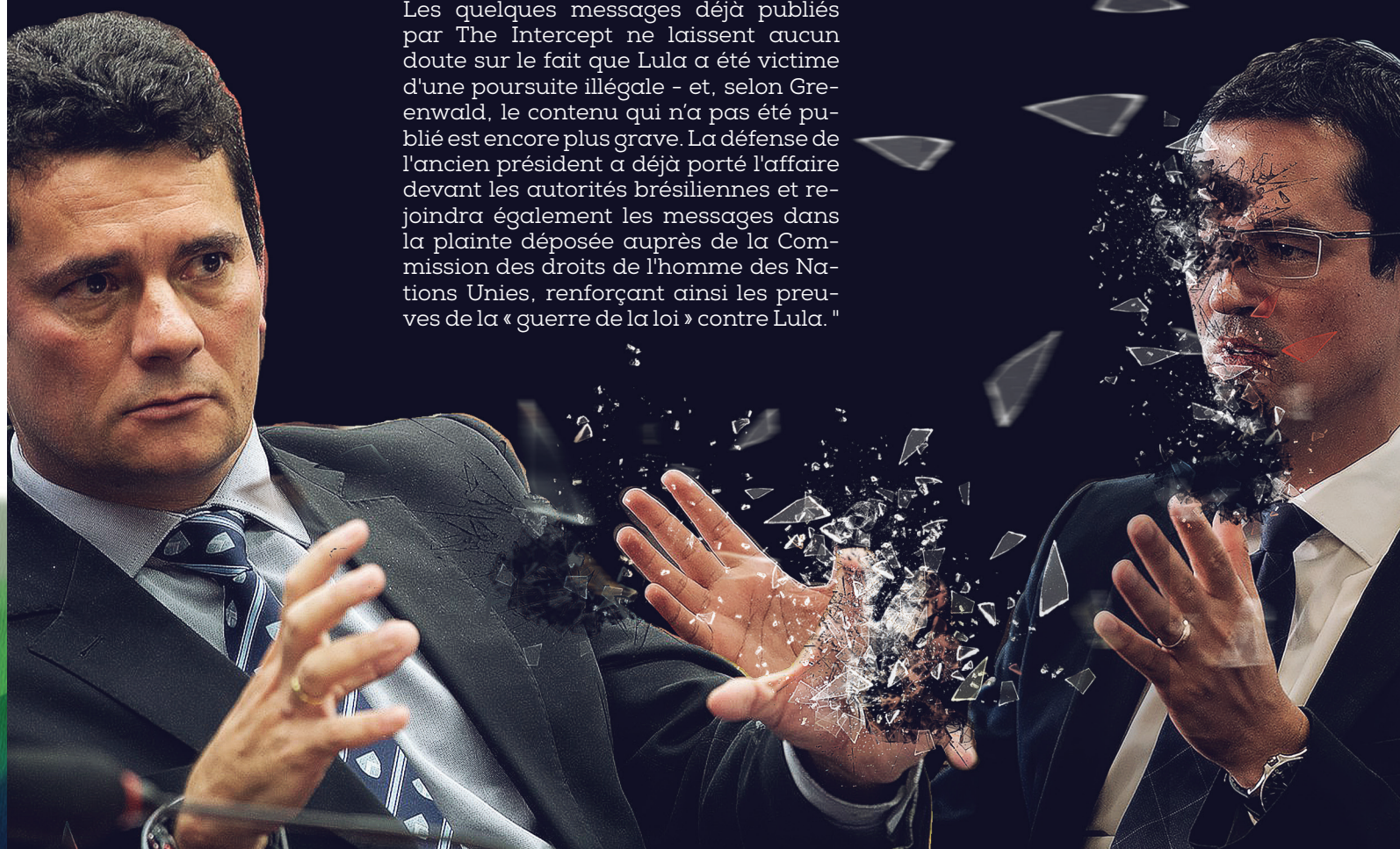
Une citation de Celso Amorim, ancien chancelier de Lula, a été célébrée pour avoir résumé l'ampleur de l'influence de Lula, même après son incarcération : « Quel est ce pays, où une prison provinciale reçoit plus de personnalités internationales importantes que le palais présidentiel ? ».





# DES RÉVÉLATIONS DÉMONTRENT DES IRRÉGULARITÉS DANS LA PROCÉDURE CONTRE LULA

Le journaliste Glen Greenwald du site d'information et d'investigation "The Intercept", connu dans le monde entier pour l'affaire Wikileaks, a eu accès à un grand nombre de messages échangés entre le juge Sérgio Moro et les procureurs de Lava Jato. Le contenu de ces messages prouve ce que Lula a affirmé dès le début des actions qui l'ont conduit en prison : dans une flagrante violation du principe d'impartialité du juge, Moro a instruit des enquêtes à l'encontre de Lula. En plus de juger, il donnait aussi des orientations et des indices, participant à la construction des thèses de poursuite. Les quelques messages déjà publiés par The Intercept ne laissent aucun doute sur le fait que Lula a été victime d'une poursuite illégale - et, selon Greenwald, le contenu qui n'a pas été publié est encore plus grave. La défense de l'ancien président a déjà porté l'affaire devant les autorités brésiliennes et rejoindra également les messages dans la plainte déposée auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, renforçant ainsi les preuves de la « guerre de la loi » contre Lula. "





# CI-DESSOUS, QUELQUES-UNES DES PERSONNALITÉS ÉTRANGÈRES QUI APPUIENT LULA TOUT AU LONG DE SON EMPRISONNEMENT ILLÉGAL:



**Adolfo Pérez Esquivel**  
Prix Nobel de la Paix



**Juan Carlos Monedero**  
Podemos - Espagne



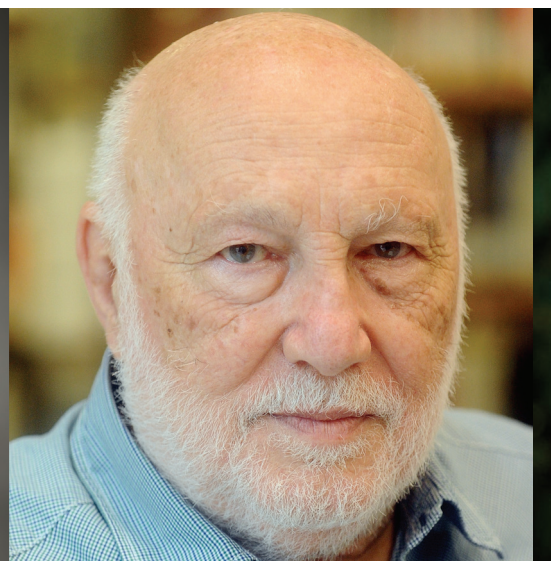
**Martin Schulz**  
Ancien président du Parlement  
européen - SPD - Allemagne



**Ernesto Samper**  
Ancien SG Unasur et ancien  
président de Colombie

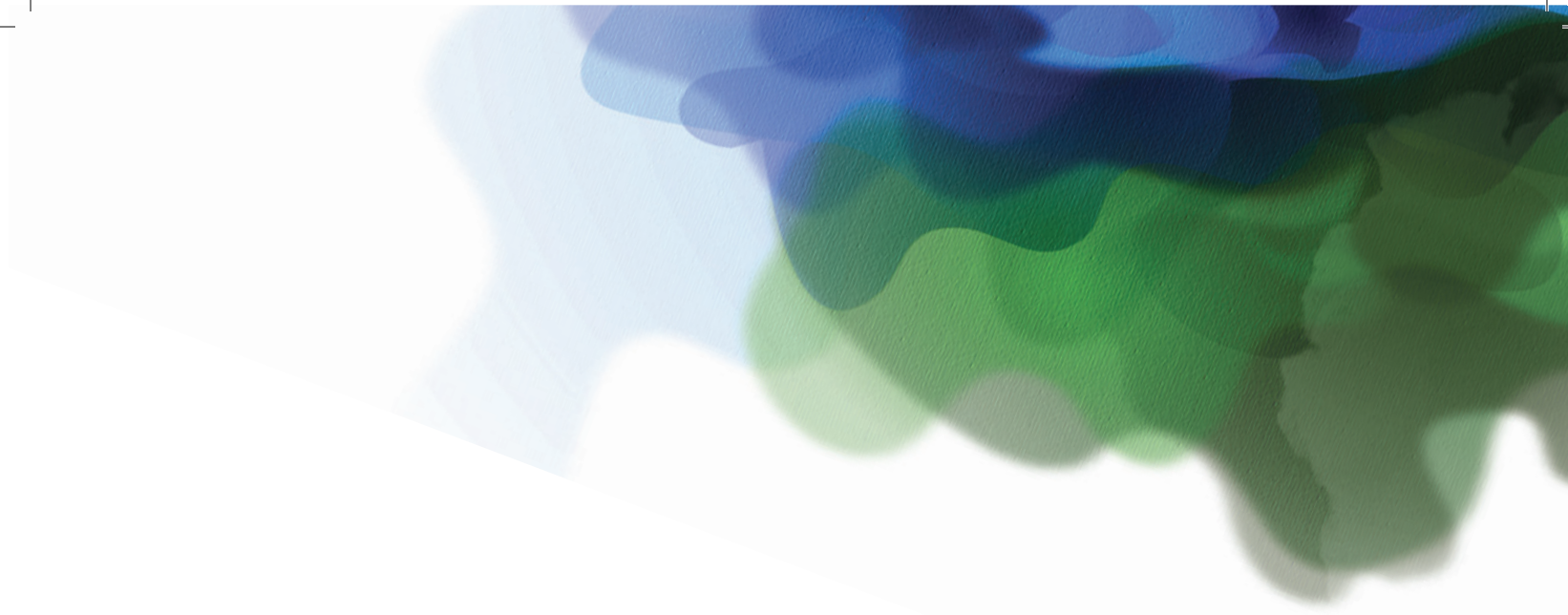


**Roberto Gualtieri**  
Membre du Parlement européen  
- Parti Démocratique - Italie



**Domenico de Masi**  
Sociologue





**Noam Chomsky**  
Philosophe et  
activiste politique



**Danny Glover**  
Ambassadeur des Nations  
Unies pour les Droits de l'homme et les  
affaires raciales ; Acteur



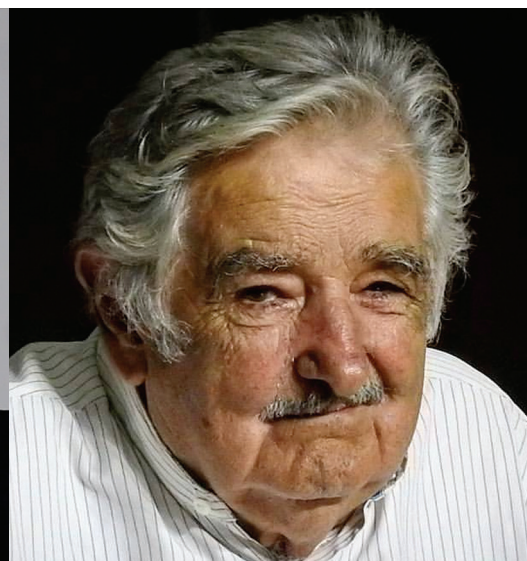
**Massimo D'Alema**  
Ancien premier ministre  
d'Italie



**Cuauhtemóc Cárdenas**  
Ancien Gouverneur du  
District Fédéral du Mexique



**Boaventura de Sousa Santos**  
Professeur titulaire à  
l'Université de Coimbra



**José "Pepe" Mujica**  
Ancien président de l'Uruguay -  
Frente Amplia



# LULA CANDIDAT AU PRIX NOBEL DE LA PAIX



Lula visite les travaux d'extension de la ligne 2 du métro de Salvador.  
Photo : Ricardo Stuckert

La construction de la paix mondiale a toujours été au centre des préoccupations de Lula. Il comprend que le renforcement de la démocratie et la réduction des inégalités sont des étapes clés dans l'édification d'une société pacifique, et il a également un positionnement proactif dans la promotion de solutions non violentes aux conflits à tous les niveaux. Cela l'a amené, par exemple, à devenir, en tant que Président de la République, médiateur d'un accord nucléaire avec l'Iran et de la solution négociée des conflits internes en Bolivie et au Venezuela qui pourraient aboutir à des guerres civiles.

En reconnaissance de son travail en faveur de la paix, le lauréat du prix Nobel, Adolfo Pérez Esquivel, a proposé le nom de Lula au comité qui définit chaque année les personnes qui se verront décerner une telle distinction. Sa candidature a été appuyée par des milliers d'enseignants et de chercheurs, directement auprès du comité d'attribution. En outre, sa candidature a également été soutenue par plus de six cent mille personnes lors d'une campagne en ligne.

La décision du lauréat est confidentielle, de même que les autres candidats possibles au prix. Le plus important, cependant, est que l'indication même et la mobilisation massive qu'elle a générée dans le monde entier témoignent déjà de l'admiration que des millions de personnes portent pour Lula et son travail, même après une telle persécution.

## LA VIGILE DE LIBERTÉ POUR LULA À CURITIBA

La vigile Liberté pour Lula, organisée devant le siège de la police fédérale à Curitiba depuis l'arrestation de Lula, est devenue un espace important pour la résistance, la visibilité de la campagne, l'organisation du militantisme, la formation politique et la formulation d'initiatives.

Des militants des comités populaires à travers le pays, des mouvements sociaux et des partis politiques qui font partie de la campagne se relayent pour assurer une vigile permanente. Tout au long de la journée, ils organisent une programmation intense de dialogues et d'activités de partage d'informations sur les visites au président Lula. Ils maintiennent la bonne humeur de notre président, avec les traditionnels saluts de bonjour, bon après-midi et bonsoir.



La religieuse bouddhiste Coen Roshi à la Veillée de la Liberté pour Lula après avoir rendu visite à l'ancien président Lula. Photo Cláudio Kbene



## Lettre de Lula a son amie, l'ancien ministre des affaires étrangères du Brésil, Celso Amorim

Chaque jour, je suis plus inquiet de ce qui se passe dans notre Brésil. Les nouvelles que je reçois parlent de chômage, de crise dans les écoles et les hôpitaux, de la réduction et même de la fin des programmes d'aide à la population, du retour de la faim. Je sais qu'ils sont en train de donner la richesse du pays aux étrangers, en détruisant ou en privatisant ce que notre peuple a construit avec tant de sacrifices. En trahissant la souveraineté nationale.

Il est difficile de garder espoir dans une telle situation, mais le Brésilien n'abandonne jamais, n'est-ce pas ? Je ne perds pas confiance en notre peuple, ce qui m'aide à ne pas faiblir dans la prison injuste dans laquelle je me trouve depuis plus d'un an. Vous devez vous rappeler que le 7 avril 2018, en disant au revoir à mes camarades à São Bernardo, j'ai dit que je me conformais à la décision du juge, mais en étant certain que mon innocence serait toujours reconnue. Et que la farce montée pour m'arrêter sans que j'aie commis de crime serait annulée. Je continue à y croire.

Tous les jours je me réveille en pensant que je suis plus proche de la libération, car mon cas n'a pas de mystère. Il suffit de lire les éléments de preuve rassemblés par les avocats : que le triplex ne m'a jamais appartenu, ni en fait ni de droit, et qu'il n'y pas eu d'argent provenant de contrats avec Petrobrás ni dans la construction ni dans la réforme. Ce sont des faits que Sergio Moro lui-même a reconnu lorsqu'il a dû répondre au recours de la défense.

Il suffit d'analyser la procédure avec impartialité pour voir que le juge Moro était déterminé à me condamner avant même de recevoir la plainte des procureurs. Il a donné des ordres pour qu'on envahisse ma maison et qu'on me conduise par force pour témoigner sans m'avoir jamais convoqué. Il a fait intercepter mes appels téléphoniques, ceux de ma femme, de mes enfants et même de mes avocats, ce qui est extrêmement grave dans une démocratie. Il menait les interrogatoires comme s'il était mon accusateur et ne laissait pas la défense poser des questions. C'était un juge qui avait un parti pris, celui de l'accusation.

La dénonciation contre moi était tellement fautive et incohérente que, pour me condamner, le juge Moro a changé les accusations portées par les procureurs. On m'a accusé de recevoir une propriété en échange d'une faveur, mais comme ils ont vu que ce n'était pas la mienne, il m'a condamné en disant que cette propriété avait été « attribuée » à moi. On m'a accusé d'avoir commis des actes au profit d'une entreprise. Mais il n'y a jamais eu aucun acte et alors il m'a condamné pour des « actes indéterminés ». Cela n'existe ni dans la loi ni en droit, mais seulement dans la tête de quelqu'un qui voulait condamner à tout prix.

Sa partialité a été confirmée même par ce qu'il a fait après m'avoir condamné et mis en prison. En juillet de l'année dernière, lorsqu'un juge de service de la cour d'appel TRF-4 a ordonné ma libération, Moro a interrompu ses vacances pour faire appel à un autre

juge, un de ses amis, qui a annulé la décision. En septembre, il a tout fait pour m'empêcher de donner une interview. J'ai pensé que c'était de la pure mesquinerie, mais j'en ai compris la raison lorsqu'il a rendu public, à la veille de l'élection, un témoignage de Palocci qui était tellement faux qu'il n'a même pas servi pour la procédure. Ce que Moro voulait, c'était nuire à notre candidat et aider le sien.

Si quelqu'un doutait toujours de quel côté le juge avait toujours été et quelle était la raison de ma poursuite, le doute a pris fin lorsqu'il a accepté d'être ministre de la Justice de Bolsonaro. Et toute la vérité est devenue claire : j'ai été accusé, jugé et condamné sans preuve pour que je ne puisse pas me présenter aux élections. C'était la seule façon pour que son candidat puisse gagner.

La Constitution et la loi déterminent l'invalidité d'une procédure si le juge n'est ni impartial ni indépendant. Si le juge a un intérêt personnel ou politique dans une affaire, s'il a une amitié ou une inimitié avec la personne qui sera jugée, il doit se déclarer suspecté et doit être empêché. C'est ce que font les magistrats honnêtes, jouissant d'une honorabilité indiscutable. Mais le juge Moro, non. Il a toujours refusé de se déclarer empêché dans mon cas, malgré toutes les preuves qu'il était mon ennemi politique.

Mes avocats ont fait appel à la Cour suprême fédérale afin que je puisse enfin bénéficier d'un procès et d'un jugement équitables, ce que je n'ai jamais eu entre les mains de Sergio Moro. Beaucoup de personnes puissantes, au Brésil et même dans d'autres pays, veulent empêcher cette décision, ou continuer à ajourner, ce qui revient au même pour quelqu'un qui est injustement emprisonné.

Certains disent qu'en annulant mon procès ils vont annuler toutes les décisions de la « Lava Jato », ce qui est un gros mensonge, car dans la Justice, chaque cas est un cas. Ils essaient également de semer la confusion en disant que mon cas ne pourrait être jugé qu'après une enquête sur les messages échangés entre Moro et les procureurs qui sont en train d'être révélées ces derniers jours. Il s'avère que nous avons déposé la plainte en novembre dernier, bien longtemps avant que les reporters d'Intercept ne publient ces nouvelles. Nous avons déjà fourni suffisamment de preuves que le juge est suspect et qu'il n'a pas été impartial.

Tout ce que j'espère, cher ami, c'est que justice soit enfin faite. Tout ce que je veux, c'est avoir le droit à un procès équitable devant un juge impartial afin de pouvoir prouver par des faits que je suis innocent de tout ce qu'on m'a accusé. Je veux être jugé dans le cadre de la procédure judiciaire, sur la base de preuves et non de convictions. Je veux être jugé par les lois de mon pays, et non pas par les gros titres de la presse.

La question que je pose tous les jours ici où je suis est une seule : pourquoi tant de peur de la vérité ? La réponse n'intéresse pas uniquement à moi, mais à tous ceux qui attendent que justice soit rendue.

Je veux dire au revoir en disant à bientôt, mon ami. Jusqu'au jour de la vérité libératrice. Un grand salut de

**Lula**  
Curitiba, le 24 juin 2019



# COMITÉ DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE POUR LA DÉFENSE DE LULA ET DE LA DÉMOCRATIE AU BRÉSIL

Le Comité de Solidarité Internationale pour la Défense de Lula et de la Démocratie au Brésil est un groupe large et pluriel d'entités nationales, internationales et de personnalités qui défend la restauration de la démocratie dans notre pays et le droit de Lula à un procès impartial et équitable.

**Email:** [lulalivre.comite@gmail.com](mailto:lulalivre.comite@gmail.com)

**Facebook:** @FreeLulaBrasil

**Twitter:** @FreeLulaBrasil

**Instagram:** @free.lula

## NATIONAL COMMITTEE FREE LULA

**Adresse:** Rua São Bento, 365, 20º andar Centro, São Paulo - SP, 01011-100

**Secrétariat général:** [comitelulalivre@gmail.com](mailto:comitelulalivre@gmail.com)

**Secrétariat de communication:** [imprensalulalivre@gmail.com](mailto:imprensalulalivre@gmail.com)

**Whatsapp:** 55 11 99690-3298